futuribles
INTERNATIONAL

Note d'alerte n° 37
21 avril 2008

METIERS ET QUALIFICATIONS EN EUROPE : PROJECTIONS A L'HORIZON 2015

Céline Laisney, Futuribles International

VIGIE
Système de veille mutualisée
sur l'évolution de l'environnement
stratégique des entreprises
et des organisations

GROUPE futuribles
L'anticipation au service de l'action
47 rue de Babylone - F-75007 Paris
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70
Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
E-mail : forum@futuribles.com
Site Internet : www.futuribles.com

Des travaux portant sur la prospective des métiers sont souvent réalisés au niveau national, avec pour objectif de permettre l'adéquation des formations des arrivants sur le marché du travail — ou la mise à jour des compétences de ceux qui y sont déjà — aux besoins de l'économie[1]. L'anticipation en la matière est une nécessité évidente ; pour autant, l'exercice est loin d'être aisé.

Alors que la main-d'œuvre est de plus en plus mobile au niveau international (*cf.* chapitre « La mondialisation du marché du travail » du rapport annuel *Vigie 2008*[2]) et que cette mobilité s'accroît au sein de l'Union européenne, il manquait une analyse à cette échelle.

Afin d'identifier les besoins futurs en matière de métiers et de qualifications, le CEDEFOP (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle), avec la participation de Skillsnet, son réseau international de chercheurs, a réalisé la première étude portant sur l'Union européenne à 25 (la Bulgarie et la Roumanie n'ont pas été prises en compte, mais la Norvège et la Suisse ont été ajoutées).

Se situant à moyen terme (à l'horizon 2015), il s'agit essentiellement d'extrapolation de tendances, à l'image de ce que réalise de son côté le BLS (Bureau of Labor Statistics) aux États-Unis.

Nous présenterons d'abord l'étude *Future Skill Needs in Europe: Medium-term Forecast* du CEDEFOP[3] et la comparerons avec l'*Employment Outlook 2006-16* du BLS[4], avant de souligner les limites de tels exercices, dont les hypothèses de départ sont parfois opaques et qui ne relèvent pas réellement de la prospective en ce qu'ils n'imaginent pas de réelles alternatives (seulement des « variantes » à la hausse ou à la baisse). Toutefois, les tendances qu'ils mettent en évidence méritent d'être retenues.

Future Skill Needs, CEDEFOP

La méthode

L'étude du CEDEFOP comprend quatre « modules » :

— Le module 1 comprend des prévisions macroéconomiques multisectorielles, basées sur le modèle macroéconomique développé par Cambridge Econometrics[5], le modèle E3ME (*Energy-Environment-Economy Model for Europe*).

— Le module 2 est un modèle de projection de la demande en termes de métiers, basé sur les données LFS (*Labour Force Survey*) d'Eurostat (modèle EDMOD, *Expansion Demand Model*). Il se focalise sur les facteurs influençant la structure par métiers à l'intérieur de chaque secteur.

— Le module 3 est un modèle de projection des qualifications, basé sur les mêmes sources (modèle QMOD, *Qualification Model*).

— Le module 4 fait des projections sur la demande liée aux départs à la retraite (RDMOD, *Replacement Demand Model*).

---

[1] Voir LAISNEY Céline. « La prospective des métiers en France ». Futuribles : Système Vigie, note de synthèse n° 1, 15 septembre 2006, http://vigieinfo.blogspirit.com/archive/2006/09/18/note-de-synthese-la-prospective-des-metiers-en-france.html.

[2] http://www.futuribles.com/svmintranet/pdf/VIGIE2007/029Mondialisationmarchetravail.pdf

[3] Thessalonique / Luxembourg : CEDEFOP / Office des publications officielles des communautés européennes, 2008, 129 p., www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&read=3149.

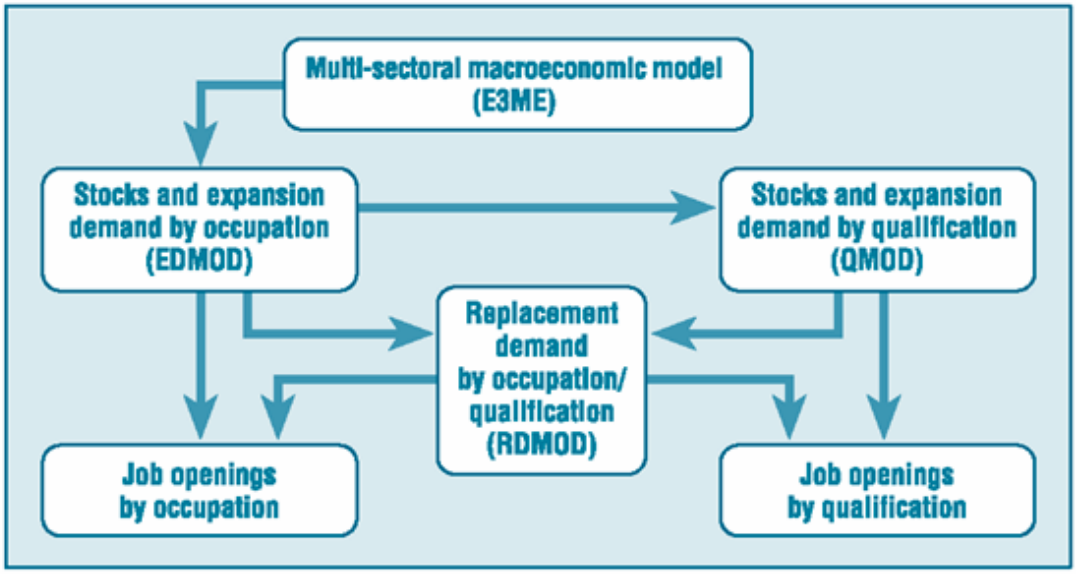
[4] « Employment Outlook 2006-2016 ». *Monthly Labor Review,* novembre 2007, 204 p., Washington, D.C., www.bls.gov/opub/mlr/2007/11/contents.htm.

[5] http://www.camecon.com/suite_economic_models/e3me.htm.

© Futuribles International / Système Vigie

Les modules ont bien sûr des liens entre eux, comme le montre le schéma ci-après.

Aperçu de l'approche modulaire des prévisions (le cadre)



Les hypothèses d'entrée ne portent donc pas que sur la croissance économique, contrairement aux exercices français, mais sur plusieurs variables comme les dépenses publiques, les prix du pétrole, les barrières commerciales, les taux d'intérêt, les politiques fiscales… Cependant, le modèle étant commercialisé, ces hypothèses ne sont pas davantage explicitées dans les documents en accès libre.

L'intérêt de ce modèle par rapport aux autres est qu'il prend en compte les interactions entre l'économie, la demande et l'offre d'énergie, et l'environnement.

Perspectives par secteurs

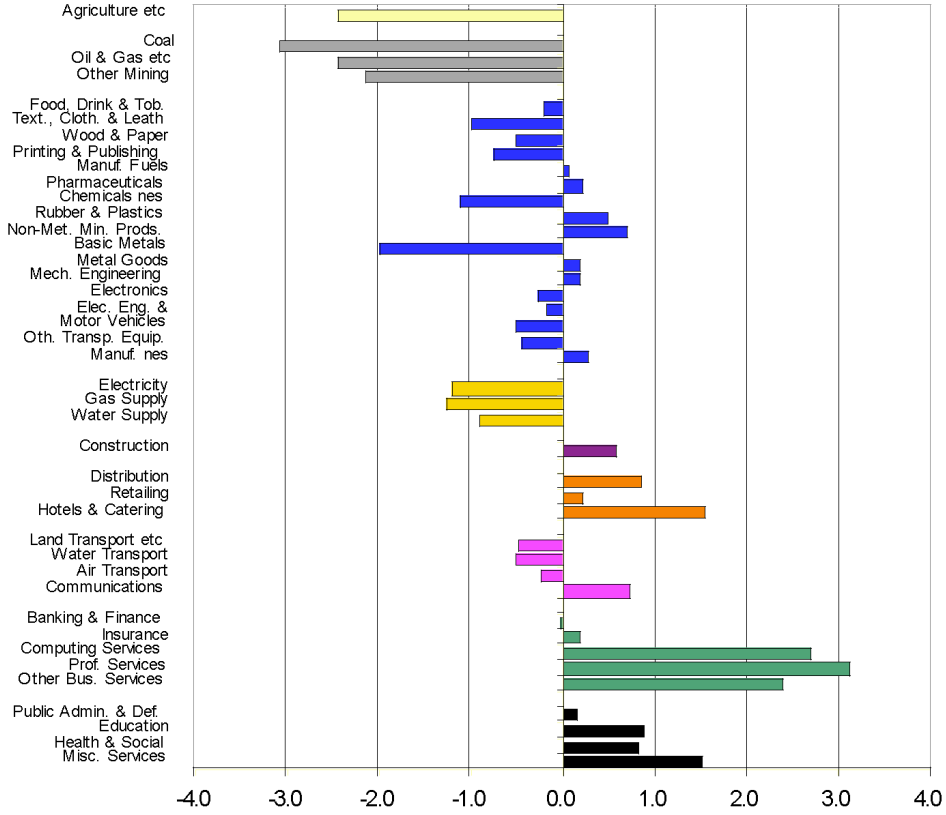
L'emploi total de l'Union européenne à 25 (UE-25), représentant 210 millions de postes en 2006, devrait en gagner 13,2 millions entre 2006 et 2015.

Le secteur primaire compterait encore 10 millions de personnes en 2015.

L'industrie, malgré des tendances négatives, représenterait encore 34,4 millions d'emplois dans l'UE-25 — certains pays connaîtraient une croissance de l'emploi industriel, ceci reflétant les transferts d'activités dans les nouveaux États membres.

La plus forte croissance serait observée dans les services, notamment le secteur « Services commerciaux » (banque et assurance, immobilier, informatique, services aux entreprises) qui gagnerait 9 millions d'emplois sur la période, mais aussi « distribution, transport, hôtellerie-restauration » (+ 3,5 millions) et les services non marchands (éducation, santé, administration publique), avec 3 millions d'emplois supplémentaires.

Évolution de l'emploi par secteur, 2006-2015, UE-25 (en %)



Tendances de l'emploi par industrie

	Levels (000s)			Growth (% p.a.)	
	1996	2006	2015	1996-2006	2006-15
Primary sector and utilities	15 052	11 917	9 629	-2.3	-2.3
Agriculture, etc.	12 230	9 753	7 764	-2.2	-2.5
Mining and quarrying	1 005	651	500	-4.3	-2.9
Electricity, gas and water	1 817	1 514	1 364	-1.8	-1.2
Manufacturing	37 802	34 871	34 414	-0.8	-0.1
Food, drink and tobacco	5 012	4 781	4 632	-0.5	-0.4
Engineering	7 943	7 502	7 542	-0.6	0.1
Rest of manufacturing	24 847	22 588	22 241	-0.9	-0.2
Construction	13 729	15 141	15 583	1.0	0.3
Distribution and transport	48 356	54 242	57 740	1.2	0.7
Distribution	28 945	32 153	34 031	1.1	0.6
Hotels and catering	7 891	9 932	11 547	2.3	1.7
Transport and telecommunications	11 520	12 157	12 162	0.5	0.0
Business and other services	34 022	4 568	54 559	3.0	2.0
Banking and insurance	5 743	6 014	6 032	0.5	0.0
Other business and defence	17 424	26 140	33 079	4.1	2.7
Miscellaneous services	10 855	13 485	15 448	2.2	1.5
Non-marketed services	43 753	48 846	52 011	1.1	0.7
Public administration and defence	13 837	14 258	14 432	0.3	0.1
Education	12 896	14 507	15 574	1.2	0.8
Health and social work	17 020	20 081	22 005	1.7	1.0
All industries	**192 714**	**210 656**	**223 936**	**0.9**	**0.7**

Erreur d'entrée de donnée : il faut sans doute lire, après vérification des calculs par Futuribles, **45 639**

© Futuribles International / Système Vigie

Scénarios alternatifs

Des « scénarios alternatifs » ont été développés pour la répartition des emplois par secteur, ils correspondent en fait à des variantes du modèle macroéconomique (là encore les ordres de grandeur quantitatifs ne sont pas explicités).

Dans le « scénario haut », les créations d'emplois représenteraient près de 17,5 millions entre 2006 et 2015, et dans le « scénario bas », seulement 7,5 millions (contre 13,2 millions dans le scénario de base).

En ce qui concerne la répartition entre secteurs, il n'y a quasiment pas de changement pour le secteur primaire quel que soit le scénario ; en revanche, l'industrie gagne un demi-million d'emplois dans le scénario haut et en perd 1,2 million dans scénario bas (contre moins 0,5 million dans le scénario de base).

Le secteur distribution et transport aurait un million d'emplois de plus dans le scénario haut, et presque un de moins dans le scénario bas. Enfin, le secteur « Business et autres services » qui est censé compter en 2015 près de 9 millions d'emplois supplémentaires dans le scénario de base, en aurait 10,5 millions dans le scénario haut et seulement 7,4 millions dans le scénario bas. La fourchette pour les services non marchands est de 1,5 à 3,8 millions d'emplois supplémentaires.

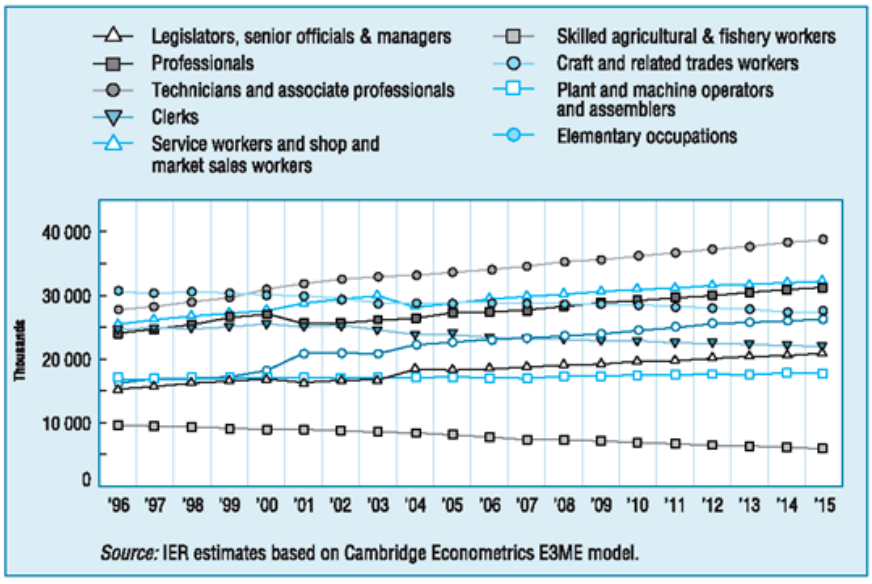
Prévisions par métiers

Les prévisions par métiers intègrent les changements structurels (qu'on vient d'aborder) ainsi que les changements dans les modes d'organisation du travail (gains de productivité, rôle des technologies de l'information…), mais sans qu'il soit explicité comment et dans quelle mesure.

Dans l'ensemble de l'UE-25, on constate que le nombre d'agriculteurs, de pêcheurs, et d'artisans devrait connaître une forte baisse, et que celui des employés diminuerait également, quoique moins brutalement.

Par contre, il y aurait une croissance significative du nombre de vendeurs et d'emplois de service aux personnes. Les tendances sont également positives pour l'emploi des techniciens, professions intellectuelles et scientifiques, *managers* et cadres supérieurs.

Tendances de l'emploi par familles de métiers



Dans les scénarios alternatifs, la part de chaque métier reste la même, les variations sont uniquement quantitatives : toutes les professions « pâtissent » du scénario bas et toutes profitent du scénario haut.

Prévisions des besoins liés aux départs à la retraite

Indépendamment de l'évolution de l'emploi dans chaque secteur et chaque profession, le CEDEFOP a également tenté d'estimer les besoins liés aux départs à la retraite dans chaque métier. Les « besoins de remplacement » (*replacement demand*) sont calculés en prenant en compte la structure par âge et les flux de départ observés dans chaque métier.

Les « besoins globaux » (*total requirement*) correspondent aux besoins liés aux évolutions de l'économie (*expansion demand*), auxquels s'ajoutent les besoins de remplacement.

Si les besoins liés aux évolutions de l'économie sont négatifs, les besoins globaux peuvent toutefois être positifs, grâce aux besoins de remplacement : en effet, sur la période 2006-2015, près d'un quart des emplois devraient être remplacés, ce qui fait que même dans des métiers où la tendance globale est à la baisse, il peut y avoir des besoins non négligeables. C'est le cas des employés par exemple, dont le nombre global devrait baisser de presque 1,3 million sur l'Europe entière, mais qui devraient générer 4,5 millions d'embauches du fait des départs à la retraite (voir tableau).

Dans la même logique, 6,3 millions de personnes devraient devenir agriculteurs et 21 millions intègreraient les métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat.

Parfois les deux se cumulent, comme pour les professions intellectuelles et scientifiques, où aux 3,7 millions d'emplois créés par les besoins de l'économie devraient s'ajouter les 5,7 millions liés aux départs.

Les « besoins de remplacement » ne varient pas selon le scénario macroéconomique, alors que la participation au marché du travail dépend de la conjoncture. Il n'y a pas non plus de prise en compte des changements de politique (comme un recul de l'âge à la retraite) ou de facteurs susceptibles d'augmenter la participation des femmes au marché du travail.

Besoins de remplacement de main-d'œuvre par grandes familles de métiers

	2006 level	Change 2006-15 (000s)			Change 2006-15 (% of the 2006 level)		
		Expansion demand	Replacement demand	Total requirement	Expansion demand	Replacement demand	Total requirement
Legislators, senior officials and managers	18 405	2 671	4 362	7 034	14.5	23.7	38.2
Professionals	27 349	3 762	5 747	9 509	13.8	21.0	34.8
Technicians and associate professionals	33 952	4 739	6 857	11 596	14.0	20.2	34.2
Clerks	23 317	-1 273	5 772	4 498	-5.5	24.8	19.3
Service workers and shop & market sales workers	29 490	2 528	8 039	10 567	8.6	27.3	35.8
Skilled agricultural and fishery workers	7 789	-1 707	2 201	494	-21.9	28.3	6.3
Craft and related trades workers	28 845	-1 425	7 493	6 067	-4.9	26.0	21.0
Plant and machine operators & assemblers	17 314	536	4 048	4 584	3.1	23.4	26.5
Elementary occupations	22 980	3 501	6 188	9 689	15.2	26.9	42.2
All occupations	**210 656**	**13 280**	**51 001**	**64 281**	**6.3**	**24.2**	**30.5**

Note: Total also includes Armed forces; expansion demand = net change.
Source: IER estimates based on Cambridge Econometrics E3ME model.

© Futuribles International / Système Vigie

Implications pour les qualifications

Dans le domaine des qualifications, les changements attendus sont encore plus spectaculaires que dans celui des métiers.

L'emploi global est censé croître, comme nous l'avons dit de 13 millions entre 2006 et 2015. Cela comprend une augmentation de 12,5 millions de postes correspondant aux niveaux de qualification les plus élevés (*ISCED*[6] *Levels* 5 et 6), et de 9,5 millions de postes correspondant à un niveau moyen de qualification (*ISCED Levels* 3 et 4). En revanche, le nombre postes correspondant à une qualification faible ou nulle (*ISCED Levels* 0 et 2) devrait diminuer de 8,5 millions.

Ces changements reflètent aussi le fait que la main-d'œuvre est et sera de plus en plus formée, parfois plus que l'emploi ne le justifie. L'étude ne détaille pas les qualifications nécessaires à un niveau plus précis que ces trois grandes catégories. Une étude complémentaire sur l'offre de qualification en Europe devrait être réalisée par le CEDEFOP en 2008.

Comme pour les prévisions par métiers, les scénarios alternatifs n'entraînent que des variations quantitatives : toutes les qualifications « pâtissent » du scénario bas et toutes profitent du scénario haut.

Différences entre pays

Bien évidemment, tous les résultats décrits ci-dessus concernent l'Union européenne dans son ensemble alors que les tendances peuvent être très différentes d'un pays à l'autre. Ces différences tiennent aux spécialisations propres à chaque pays : ainsi le Royaume-Uni emploie beaucoup plus de *managers*. Mais il existe aussi des tendances communes : la baisse des parts des secteurs primaire et secondaire, la croissance des services.

Certains pays bénéficient de la réallocation des activités dans l'UE-25 : ainsi l'industrie est censée croître de 3,8 % par an entre 2006 et 2010 en Pologne, et diminuer de 1,3 % au Royaume-Uni.

Plusieurs pays seraient encore, en 2015, très ou relativement dépendants de l'agriculture : 27,3 % de la population active polonaise serait encore constituée d'agriculteurs et de pêcheurs, 12 % en Grèce, 7 % en Espagne.

D'un pays à l'autre, les tendances peuvent aussi être contradictoires : ainsi le nombre total d'employés devrait diminuer dans certains pays (– 317 000 en France, – 576 000 en Allemagne, – 484 000 au Royaume-Uni) et augmenter dans d'autres (+ 136 000 aux Pays-Bas, + 239 000 en Italie).

Au final, les pays où les besoins de recrutements globaux (*job openings*) seraient, entre 2006 et 2015, les plus importants numériquement sont l'Allemagne (9,6 millions), le Royaume-Uni (9,5 millions), l'Italie (7,9 millions) et la France (7,6 millions) (voir annexe). Ceci reflète le poids démographique général de ces pays, mais aussi le caractère vieillissant de leur population active. Ces pays risquent de se trouver en concurrence pour attirer la main-d'œuvre, notamment celle en provenance des pays de l'Est.

[6] International Standard Classification of Education.

Comparaison avec les projections du BLS américain

Les dernières projections du BLS (Bureau of Labor Statistics) américain sur l'emploi aux États-Unis, parues en novembre 2007, ont pour horizon 2016. Il est difficile de comparer les deux exercices en prenant en compte les chiffres globaux en volume, car les populations ne sont pas comparables (il y avait, en 2006, 150 millions d'emplois aux États-Unis et 210 millions dans l'UE-25). Les comparaisons ne peuvent donc être faites que sur la base des taux de croissance annuels.

Concernant la croissance annuelle de l'emploi total, tous les deux prévoient un ralentissement, mais celui-ci serait plus important dans l'UE-25 : l'emploi américain augmenterait encore de 1 % par an selon le BLS (contre 1,1 % sur la période 1996-2006), mais seulement de 0,7 % par an en Europe (contre 0,9 % sur la période 1996-2006), selon de CEDEFOP.

Les prévisions des évolutions propres à chaque secteur relèvent en général des mêmes tendances, mais à des degrés contrastés :

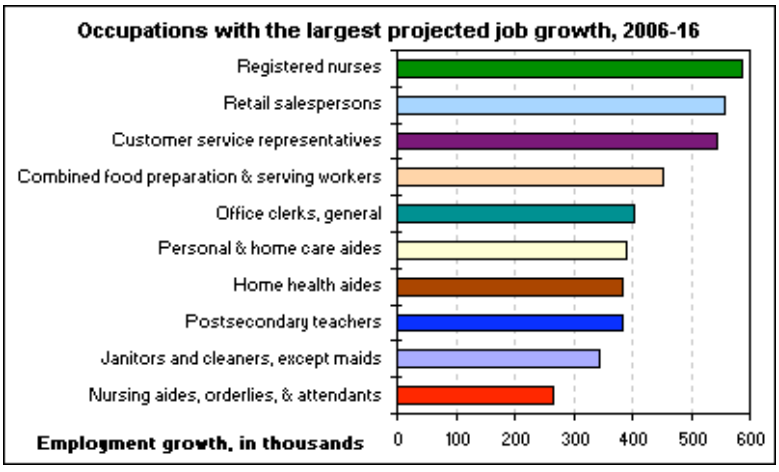
Évolution de l'emploi dans les différents secteurs par an (en %)

	CEDEFOP	BLS
Agriculture	-2,5	-0,8
Industrie	-0,1	-1,1
Construction	+0,3	+1
Éducation	+0,8	+1,9
Services aux entreprises	+2,1	+2,7
Santé et action sociale	+1	+2,4
Hôtellerie restauration	+1,7	+1,3
Distribution	+0,6	+0,4

Il reste qu'il est délicat de comparer les deux ensembles tant celui représenté par l'UE-25 est en lui-même hétéroclite, rassemblant des pays très avancés et déjà bien engagés dans la tertiarisation, et d'autres en transition, où l'agriculture occupe encore une place importante mais en déclin (les PECO, pays d'Europe centrale et orientale). La comparaison aurait été plus pertinente en ne prenant en compte que l'UE-15.

L'originalité de l'exercice du BLS par rapport à celui du CEDEFOP c'est son classement, très médiatisé, des 10 métiers qui pourraient connaître la plus forte croissance :

Estimation des plus fortes croissances de besoins d'emplois par métiers



© Futuribles International / Système Vigie

Par ailleurs, ses prévisions par métiers sont plus précises que celles du CEDEFOP : ce dernier en reste à un découpage en 27 grandes catégories de professions, tandis que le BLS descend jusqu'à 750 professions. Les classifications ne sont pas les mêmes : ISCO (*International Standard Classification of Occupations*) dans le cas du CEDEFOP, *National Employment Matrix Code* pour le BLS, ce qui rend les comparaisons délicates.

Les départs à la retraite sont là aussi pris en considération. Ils devraient générer 33,4 millions de *job openings* de 2006 à 2016, ce qui double les besoins liés à la seule croissance de l'économie (15,6 millions).

Concernant les qualifications, un tiers des emplois qui devraient être créés nécessiteraient un niveau licence au minimum. Cependant, pragmatisme américain oblige, un tiers des nouveaux emplois n'auraient besoin que d'une formation courte sur le terrain (en principe, car le BLS note toutefois, comme le CEDEFOP, la tendance des employeurs à embaucher des personnes surqualifiées par rapport à leur poste : il donne l'exemple des vendeurs qui disposent, dans plus de la moitié des cas, d'un diplôme universitaire).

Pour une réelle prospective des métiers et qualifications

Ces deux exercices, de même que ceux réalisés au niveau national en France (voir la note de synthèse « Prospective des métiers »[7]), se basent comme on l'a dit sur des extrapolations de tendances. Le BLS met d'ailleurs en garde lui-même contre les limites de ce genre d'approche, en précisant bien que ses projections ne prennent pas en compte des événements imprévisibles du type catastrophe naturelle ou nouvelle guerre, et qu'elles ne forment pas non plus d'hypothèses sur la façon dont seront réglés les défis sociaux liés au vieillissement et à la protection sociale. Par ailleurs, ses travaux se basent sur une poursuite de la mondialisation.

On voit bien comment la construction de scénarios contrastés pourrait présenter de réelles alternatives à ce scénario tendanciel. Il serait important par exemple, dans le cas européen, de faire des hypothèses sur la localisation de l'activité industrielle dans les années à venir (dans les PECO ; plus loin, dans les pays émergents ; de nouveau dans les pays développés, en réaction à des prix trop élevés de l'énergie et des transports ?).

De même, une vraie réflexion devrait être menée sur les conséquences du départ à la retraite des générations du *baby-boom*, avec des hypothèses contrastées sur le taux de remplacement selon les secteurs et les métiers[8].

Par ailleurs, il conviendrait de s'interroger sur les métiers susceptibles d'émerger ou de se développer (les « métiers du futur »), en relation avec de nouveaux besoins et de nouveaux usages. Les emplois liés à l'environnement, notamment, devraient connaître un important essor : une étude de la Confédération européenne des syndicats[9] estime ainsi que les emplois liés directement et indirectement au rail et aux transports collectifs pourraient être multipliés par quatre d'ici 2030 — au détriment toutefois de ceux dépendant du transport routier. Selon un autre rapport du PNUE (Programme des Nations unies pour

[7] *Op. cit.*
[8] Voir LAISNEY Céline. « *Papy-boom* et fin du chômage ? » Futuribles : Système vigie, note d'alerte n° 5, 24 janvier 2006, http://vigieinfo.blogspirit.com/archive/2006/01/24/papy-boom-et-fin-du-chomage.html.
[9] *Changement climatique et emploi. Impact sur l'emploi du changement climatique et des mesures de réduction des émissions de CO_2 dans l'Union européenne à 25 à l'horizon 2030*. Bruxelles : CES, 2007, 222 p., www.syndex.fr/pdf/SXchangmtclimatique.pdf.

l'environnement)[10], d'ici 2020, l'Allemagne pourrait avoir plus d'emplois dans le domaine des technologies de l'environnement que dans l'ensemble de son industrie automobile.

Il en va de même pour les emplois liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, lesquelles (en particulier Internet) sont susceptibles de favoriser l'émergence d'« auto-entrepreneurs » (à l'instar des 1,3 million d'Américains qui tirent déjà une partie importante de leurs revenus d'eBay[11]).

Enfin, on peut regretter l'opacité (dans le cas du CEDEFOP) ou le caractère trop tendanciel (dans celui du BLS) des hypothèses sur la croissance économique qui sont à la base de ces exercices. En effet, qu'en est-il d'un retournement de conjoncture économique, par exemple lié à une grave crise financière (hypothèse d'école, bien sûr) ?

En conclusion, malgré leurs limites, ces exercices sont intéressants en ce qu'ils mettent en évidence un certain nombre de tendances (même si celles-ci sont susceptibles de connaître des ruptures ou des inflexions). On peut en tirer quelques enseignements, notamment le fait que malgré la baisse en volume de l'emploi dans plusieurs secteurs (agriculture, industrie), les départs à la retraite massifs feront que même ces secteurs embaucheront, ce que les jeunes arrivant sur le marché du travail n'auront peut-être pas en tête, gardant l'image de secteurs « en déclin ». Une autre conclusion unanimement partagée est l'augmentation de la demande en qualification, et cela dans tous les métiers.

[10] *Green Jobs: Towards Sustainable Work in a Low-Carbon World*. Nairobi : PNUE, décembre 2007, 209 p. www.unep.org/labour_environment/PDFs/Green-Jobs-Preliminary-Report-18-01-08.pdf.

[11] Voir PORTNOFF André-Yves. « Le *crowdsourcing* ». Futuribles : Système Vigie, note d'alerte n° 35, http://vigieinfo.blogspirit.com/archive/2008/02/27/le-crowdsourcing.html.

© Futuribles International / Système Vigie

Annexe : Nombre total d'offres d'emplois par pays et par métiers

Table 24. **Total job openings by country and occupation, 2006-15 (000s)**

Occupation major group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	All
Belgium	-3	153	219	225	145	156	11	70	179	125	1 280
Czech Republic	4	63	141	432	73	201	13	131	381	27	1 466
Denmark	5	80	198	214	43	141	8	75	23	114	900
Germany	71	461	1 611	1 759	260	1 821	20	1 193	485	1 933	9 613
Estonia	2	9	25	16	7	37	-3	0	28	23	144
Greece	13	84	104	171	130	335	59	156	113	155	1 320
Spain	50	254	456	1 166	237	1 319	-168	434	256	1 216	5 221
France	24	767	976	1 350	405	1 019	261	565	460	1 844	7 671
Ireland	-1	131	135	71	96	136	-2	84	33	52	735
Italy	58	1 428	736	2 229	859	1 052	-115	531	332	865	7 975
Cyprus	0	6	24	25	35	18	3	16	9	50	185
Latvia	0	65	39	44	17	42	-10	46	7	39	289
Lithuania	12	-5	120	31	-10	65	-31	93	31	70	377
Luxembourg	0	7	27	21	18	17	1	6	8	24	129
Hungary	-9	168	192	141	141	194	14	41	176	132	1 190
Malta	2	10	5	15	6	13	1	9	4	14	80
Netherlands	-5	128	544	450	519	633	8	174	71	738	3 260
Norway	0	-11	113	207	16	266	-17	50	34	32	689
Austria	4	86	138	331	139	184	76	128	10	238	1 334
Poland	4	448	1 070	487	381	176	5	1054	398	344	4 368
Portugal	-1	131	273	91	146	196	152	166	146	203	1 503
Switzerland	2	198	573	484	229	299	37	291	130	111	2 354
Slovenia	1	31	85	71	0	27	-9	39	26	24	296
Slovakia	6	35	77	121	6	123	3	43	61	28	504
Finland	1	196	109	139	-17	140	6	52	29	19	673
Sweden	-4	74	183	212	70	299	33	53	121	123	1 165
United Kingdom	7	2 034	1 337	1 092	544	1657	143	569	1 033	1 145	9 561
EU-25+	244	7 034	9 509	11 596	4 498	10 567	494	6 067	4 584	9 689	64 281
EU-25	242	6 847	8 822	10 905	4 254	10 002	475	5 727	4 420	9 547	61 239

Note: Total also includes armed forces.
Source: IER estimates base on Cambridge Econometrics E3M model.

Occupation major group:
0 armed forces
1 legislators, senior officials and managers
2 professionals
3 technicians and associate professionals
4 clerks
5 service workers and shop and market sales workers
6 skilled agricultural and fishery workers
7 craft and related trades workers
8 plant and machine operators and assemblers
9 elementary occupations

Source : CEDEFOP.